

Menu d'engagements possibles



**YOUTH
DEMOCRACY
COHORT**

proposé par la
Cohorte pour l'engagement politique et civique des Jeunes



YOUTH
DEMOCRACY
COHORT



Menu d'engagements possibles

proposé par la
Cohorte pour l'engagement politique et civique des Jeunes

**Responsabilisons et engageons
les jeunes du monde entier**

Menu d'engagements possibles

proposé par la
Cohorte pour l'engagement politique et civique des Jeunes

INTRODUCTION

La Cohorte Démocratie & Jeunesse est fière de présenter ce Menu des engagements possibles destiné à aider à prioriser, faciliter et améliorer la participation civique et politique des jeunes. Ces 33 recommandations spécifiques et réalisables sont fournies comme un ensemble d'options politiques parmi lesquelles les gouvernements participant au Sommet pour la Démocratie - ainsi que d'autres gouvernements ou institutions internationales intéressés - peuvent choisir et adopter comme engagements, réformes et initiatives pour améliorer les droits et la participation des jeunes dans leurs contextes nationaux. Cette série d'engagements possibles comprend plusieurs thématiques d'intervention, à savoir :

- la priorité à accorder aux jeunes dans la gouvernance,
- le soutien aux jeunes dans le gouvernement,
- la liberté d'expression des jeunes,
- la promotion d'une culture de participation politique des jeunes, et
- la promotion d'une culture des droits humains chez les jeunes.

La diversité des domaines d'intervention reflète l'état actuel de l'engagement politique et civique des jeunes, car, loin d'être une question de niche, le désengagement des jeunes vis-à-vis de la démocratie est un problème transversal qui touche tous les niveaux de l'engagement politique et civique.

Ces modèles d'engagements ont été élaborés dans le cadre d'un processus consultatif impliquant des organisations de soutien à la démocratie, des représentants de la jeunesse et des organisations axées sur la jeunesse venant de tous les continents. En tant que telles, nos propositions d'engagements comprennent également des engagements concernant le contexte plus large des droits humains et de la démocratie, qui ont été soulevés par les représentants des jeunes comme étant cruciaux pour créer un environnement favorable dans lequel les jeunes citoyens - en particulier les filles et les jeunes femmes - peuvent s'épanouir et participer en toute sécurité aux processus démocratiques.

L'étape suivante consiste pour la Cohorte à mener ou soutenir des actions destinées à promouvoir ces engagements, à plaider pour leur adoption et à évaluer leur mise en œuvre aux niveaux national et régional.

Le menu des engagements possibles a été officiellement présenté le 28 février 2023 lors du Forum de la Coalition mondiale pour la Démocratie qui s'est tenu à Bruxelles, en Belgique, en prélude au Sommet pour la Démocratie 2023.

PRIORISER LA VOIX DES JEUNES DANS LA GOUVERNANCE

- Veiller à ce que la contribution des jeunes soit incluse dans les processus de réforme législative. Cela peut se faire par le biais de mécanismes structurés, continus et significatifs, notamment des dialogues politiques et stratégiques de fond avec les autorités nationales.
- Soutenir la création de groupes parlementaires multipartites (APPG) qui incluent de jeunes politiciens ou travaillent avec de jeunes citoyens sur les questions qu'ils ont sélectionnées.
- Renforcer les capacités nationales à tous les niveaux de gouvernance pour travailler avec les jeunes, notamment en facilitant et en encourageant la formation des fonctionnaires gouvernementaux sur la manière de collaborer avec les jeunes.
- Créer, soutenir et financer des politiques et des cadres nationaux pertinents pour la jeunesse.
- Renforcer l'indépendance, la transparence et l'inclusivité des conseils nationaux de la jeunesse et des structures de coordination similaires des organisations de jeunesse.
- Créer de manière proactive des mécanismes permettant d'embaucher des jeunes à des postes gouvernementaux, y compris des jeunes femmes et des personnes à mobilité réduite, reflétant ainsi l'égalité des chances entre tous les jeunes.

50 % de la population mondiale a moins de 30 ans. Les jeunes sont toutefois manifestement absents des institutions politiques et des organes de décision.

**Dans le monde entier,
les gouvernements,
les partis politiques
et les administrations
sont régulièrement
accusés de gouverner
de manière
"gérontocratique"...**

SOUTENIR LES JEUNES AU SEIN DU GOUVERNEMENT

- Adopter ou renforcer des lois plus équitables sur le financement de la politique, et veiller à leur application, afin que le paysage politique permette aux jeunes, y compris aux jeunes femmes et aux primo-entrants, de s'engager en politique.
- Impliquer substantiellement les jeunes dans les processus parlementaires, notamment en soutenant les réformes législatives clés qui permettent aux jeunes de se présenter au parlement, ainsi que la création et les coûts de fonctionnement des Parlements des jeunes.
- Inciter les partis politiques à créer des environnements inclusifs pour les jeunes et s'assurer qu'ils offrent des rôles politiques significatifs à leurs jeunes membres, notamment par des formations, des échanges entre partis et des initiatives de renforcement des capacités.
- Soutenir les jeunes candidats qui se présentent aux élections (en accordant une attention particulière aux femmes, aux jeunes à mobilité réduite, aux jeunes issus de minorités ethniques et aux jeunes autochtones), en renforçant leurs capacités, en s'attaquant aux facteurs liés à l'âge et aux obstacles financiers et en encourageant les changements de comportement au sein des partis politiques et des sociétés.

- Réunir des représentants de la jeunesse de tous les partis politiques pour adopter un pacte, une déclaration de principes ou un code de conduite visant à rejeter la désinformation et la violence politique avant les élections.
- Contrôler et assurer la transparence sur les coûts réels (coûts officiels, coûts traditionnels, coûts cachés) de la candidature, sensibiliser sur les obstacles que ces coûts représentent pour le renouvellement de la vie politique dans un pays donné ou sur les barrières culturelles à la candidature, en particulier celle des jeunes.
- Établir des quotas réservés aux jeunes qui favorisent un engagement inclusif des jeunes, plutôt que de créer une concurrence entre diverses populations de jeunes.
- Confier à de jeunes fonctionnaires compétents des tâches, des emplois et des postes liés à l'élaboration des politiques.
- Adopter des processus d'égalité des chances, d'inclusivité et de transparence pour les opportunités de servir en tant que fonctionnaire dans le service public et le gouvernement, en particulier pour les groupes ou les personnes de milieux marginalisés ou défavorisés.

**... et en effet,
la majorité
des dirigeants
mondiaux sont
nettement
plus âgés que
la population
adulte moyenne
de leur pays.**

SOUTENIR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION DES JEUNES

- Aider les jeunes défenseurs des droits humains, artistes, journalistes et blogueurs à jouir d'une liberté d'expression sûre et réelle en renforçant les cadres juridiques et en créant des espaces civiques sûrs.
- Promouvoir l'accès des jeunes au vote en facilitant l'accès à la carte d'identité du citoyen et l'inscription inclusive des électeurs par le biais de registres civils et électoraux numérisés et en systématisant le rapprochement des deux registres.
- Accréditer les jeunes citoyens pour qu'ils observent les institutions démocratiques (par exemple, le suivi parlementaire) et les processus (par exemple, l'observation de la paix, l'observation des élections, le décompte parallèle des voix) et qu'ils donnent leur avis sur d'éventuelles réformes.

La jeune génération d'aujourd'hui est moins satisfaite de la démocratie que ses aînés. Par conséquent, cette génération participe moins aux élections, mais elle est active et bien informée sur les processus démocratiques.

**Loin d'être
une question
de niche, le
désengagement
des jeunes
vis-à-vis de la
démocratie est
un problème
transversal...**

PROMOUVOIR UNE CULTURE DE LA PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES

- Soutenir les organes de gestion des élections (OGE) afin d'identifier et de mettre en œuvre des systèmes d'inscription des électeurs qui garantissent au mieux la participation des primo-votants.
- Travailler avec les organes d'administration des élections et les agences de coordination responsables du traitement des cartes d'identité nécessaires à l'inscription sur les listes électorales afin de s'assurer que les jeunes électeurs peuvent recevoir ces cartes et qu'ils sont en mesure de voter le jour de l'élection.
- Identifier, en collaboration avec les organes d'administration des élections, les moyens de diversifier l'envoi de messages d'éducation civique et des électeurs ciblant les nouveaux électeurs en utilisant divers mécanismes de diffusion, y compris les médias notamment les moyens traditionnels tels que les messages textuels, les annonces dans les journaux, à la télévision et à la radio, et à travers des plateformes en ligne telles que les pages web, les médias sociaux, les annonces et les applications numériques.
- Mettre en relation les organes d'administration des élections avec les éducateurs et les ministères compétents afin d'intégrer dans les plans de cours officiels des écoles

des informations relatives à la participation des jeunes aux élections et de créer des opportunités pour leur engagement, telles que au sein des associations d'étudiants.

- Améliorer l'expérience des primo votants afin de pérenniser le taux de participation électorale sur le long terme, y compris en baissant éventuellement l'âge du droit de vote.
- Développer des mécanismes participatifs (budget participatif, mécanismes de consultation/engagement) destinés aux jeunes.
- Soutenir les organisations de la société civile afin d'impliquer les jeunes dans les principaux processus démocratiques, notamment par le biais de la citoyenneté active, de l'observation citoyenne des processus démocratiques, de la contribution aux réformes et à l'élaboration des politiques.
- Aider les organismes de gestion des élections à choisir des bureaux de vote accessibles dans la mesure du possible et à élaborer un plan pour rendre tous les bureaux de vote accessibles à l'avenir.
- Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'éducation civique et d'éducation des électeurs en mettant l'accent sur les expériences uniques des jeunes qui sont aussi de jeunes femmes, personnes à mobilité réduite, personnes LGBTQI+, des peuples indigènes ou encore des minorités ethniques ou religieuses.
- Collaborer avec d'autres gouvernements et les encourager à protéger les libertés civiques en mettant l'accent sur la lutte contre le népotisme et la corruption en politique.
- Investir dans une éducation civique qui favorise la compréhension par les jeunes de leurs droits civiques et politiques et qui soit accessible à toutes les populations de jeunes, en particulier les jeunes femmes, les minorités ethniques et les jeunes autochtones, ainsi que les mineurs et les jeunes à mobilité réduite.

Lors des élections et des actes civiques quotidiens, l'idée que les jeunes se font de la participation politique dépasse largement le cadre de la politique conventionnelle.

Il est essentiel de créer un environnement favorable dans lequel les jeunes citoyens peuvent s'épanouir et participer en toute sécurité aux processus démocratiques.

PROMOUVOIR UNE CULTURE DES DROITS HUMAINS CHEZ LES JEUNES

- S'engager à mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, notamment par des interventions juridiques, politiques et opérationnelles concrètes visant à éliminer les pratiques traditionnelles néfastes, telles que le mariage d'enfants.
- Lutter contre la traite des femmes et des jeunes filles, ainsi qu'à toutes les formes de violence basée sur le sexe.
- S'engager à intégrer les concepts de gouvernance démocratique et les questions relatives aux droits humains dans les programmes de l'enseignement secondaire.
- Garantir l'égalité des sexes dans la participation politique des jeunes, en particulier en mettant en place des mécanismes qui encouragent et facilitent la participation des jeunes femmes.

**Responsabilisons et engageons
les jeunes du monde entier**

Menu d'engagements possibles



proposé par la
Cohorte pour l'engagement politique et civique des Jeunes



**YOUTH
DEMOCRACY
COHORT**

European partnership for Democracy (EPD)
AfricTivistes
European Democracy Youth Network (EDYN)
European Commission
Ministerio de Cultura y Juventud (Costa Rica)
Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto (Costa Rica)
Ministry of Youth and Sports (Nepal)
Nepal Youth Council (NYC, Nepal)
National Planning Commission (NPC, Nepal)
National Commission for Civic Education (NCCE, Ghana)
International Institute for Democracy and Election Assistance (IDEA)
U.S. Agency for International Development (USAID)
Netherlands Institute for Multiparty Democracy (NIMD)
Association des Blogueurs de Guinée (ABLOGUI, Guinée)
Accountability Lab (Nepal)
Afrobarometer (Ghana)
Association of Youth Organizations in Nepal (AYON)
Club de Madrid (Spain)
International Republican Institute (IRI, USA)
Alma Cívica (Paraguay), DIPART Think Tank (Germany), Horn Peace
Institute (HPI), La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de
l'Homme (RADDHO, Sénégal), Latin American Youth Network for
Democracy (Juventud LAC), L'Observatoire SAFIDY Fanaraha-maso
ny fifidianana (Madagascar), Ministry Of Foreign Affairs of Denmark,
National Democratic Institute (NDI, USA), Organisation for Economic
Co-operation and Development (OECD), Organisation URU (Central
African Republic), Plateforme "Jeunes et engagés !" (Madagascar), Réseau
Ouest Africain des Jeunes Femmes Leaders (ROAJELF, Senegal), Save
the Children (USA), The International Foundation for Electoral Systems
(IFES, USA), The YP Foundation (India), UNDI18 (Malaysia), Tracoda (El
Salvador), Voluntary Service Overseas (VSO, Nepal), YIAGA (Africa), Young
Innovations (Nepal), Youth Innovation Lab (YI-Lab, Nepal), YLP (Ghana),
Youth Cafe (Kenya), Youth Leadership Parliament (Ghana).